

Rapport d'Activité 2013



Le Service Départemental d'Incendie
et de Secours de la Somme

Rapport d'Activité **2013**







EDITO

2013 fut une année charnière pour le SDIS de la Somme. De nombreux projets ont vu le jour grâce à l'investissement des élus et au soutien financier des collectivités.

La campagne de promotion du Volontariat débutée en septembre 2013 dans le département de la Somme a été une réussite. Elle met l'accent sur la complémentarité de tous les statuts pour faire fonctionner le SDIS.

L'effort financier de nos collectivités a permis l'inauguration au cours de l'année des Centres de Secours Amiens-Poulainville, Ault et Bocage Hallue, de l'Ecole Départementale et de l'Atelier Départemental. Ce dernier, dont les locaux sont partagés avec le Conseil Général de la Somme, est un progrès remarquable dans la mutualisation des moyens.

La révision du Schéma Départemental d'Analyse et de Couverture des Risques a permis de faire le bilan des actions réalisées dans le cadre du SDACR en 2008. L'analyse des risques et de l'organisation des secours sur notre territoire a été l'occasion de proposer des adaptations nécessaires au fonctionnement optimisé de notre service public.

Je me félicite que nous ayons réalisés ces projets et de nombreux autres dans un contexte économique difficile. Nous devons maintenir ce cap de modernisation et d'optimisation pour les années à venir. Ma confiance envers les agents du SDIS de la Somme me laisse à penser que, quoi qu'il arrive, la qualité de notre service public ne cessera de progresser.

Pierre LINEATTE

Intro

En 2013, le SDIS a poursuivi des projets en termes d'infrastructures avec les inaugurations du CSP Amiens-Poulainville, du CS Ault ou encore de l'École Départementale. Les actions menées pour la rénovation des Centres de Secours et du parc véhicules montrent que le SDIS continue son avancée et ne cesse de se moderniser.

Vous retrouverez dans ce Rapport d'Activité la synthèse des projets et des statistiques du SDIS de la Somme pour l'année 2013.

Sommaire

<i>Groupement Juridique et Financier.....</i>	5
<i>Groupement Logistique.....</i>	9
<i>Groupement Formation.....</i>	15
<i>Groupement Ressources Humaines.....</i>	17
<i>Groupement Gestion des Risques.....</i>	22
<i>Groupement Service de Santé et de Secours Médical.....</i>	26
<i>Groupement Mission.....</i>	27
<i>Groupements Territoriaux.....</i>	29
<i>Groupement Stratégie.....</i>	31

Service Finances

LES POINTS MARQUANTS 2013

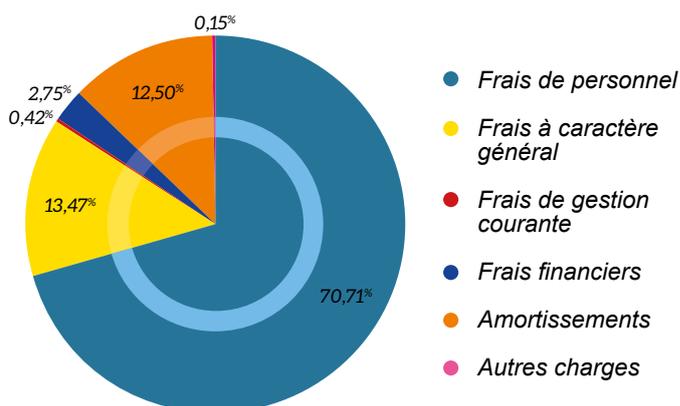
- Analyse prospective dans le cadre des renégociations de la convention d'objectifs avec le Conseil Général,
- Arrivée d'un nouvel agent de gestion comptable.
- Le budget total du SDIS en 2013 s'élevait à 60.645.718 €

FONCTIONNEMENT

Recettes	46.543.348
Dépenses	45.647.242
Résultat de l'exercice	+ 896.106
Résultat reporté 2012	+ 889.416
Solde des restes à réaliser	- 379.794
Résultat global de fonctionnement	+ 1.405.728

LES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT :

La répartition des dépenses de fonctionnement réalisées en 2013 reste similaire à celle de 2012.

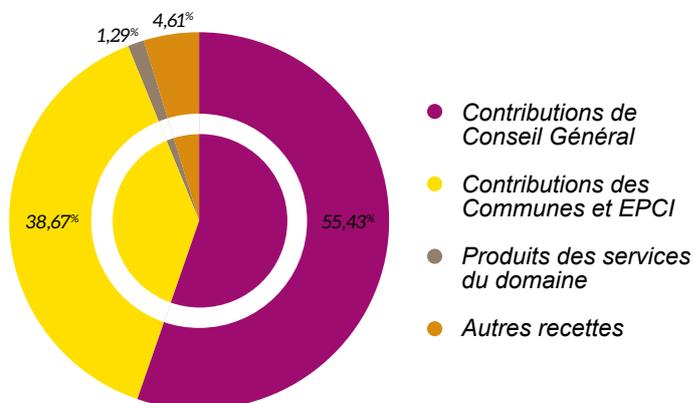


LES RECETTES DE FONCTIONNEMENT :

Les contributions incendie représentent 94 % des recettes de fonctionnement.

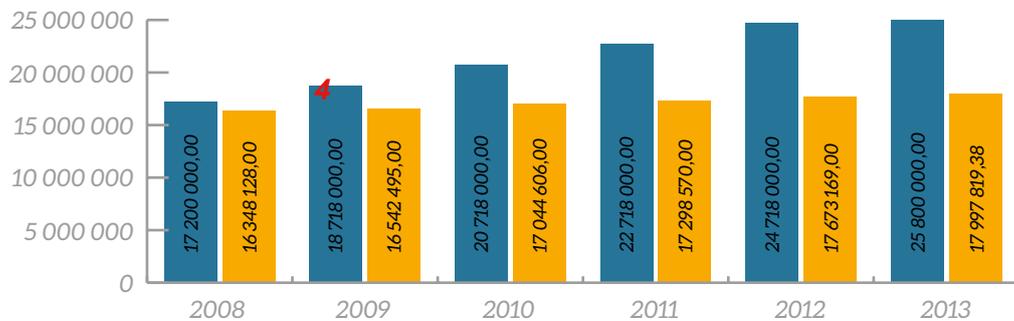
55 % des recettes proviennent du Département et 39 % des Communes et des EPCI.

La contribution du Conseil Général a progressé de 4,4 % entre 2012 et 2013.



ÉVOLUTION DES CONTRIBUTIONS

- Conseil général
- Communes EPCI

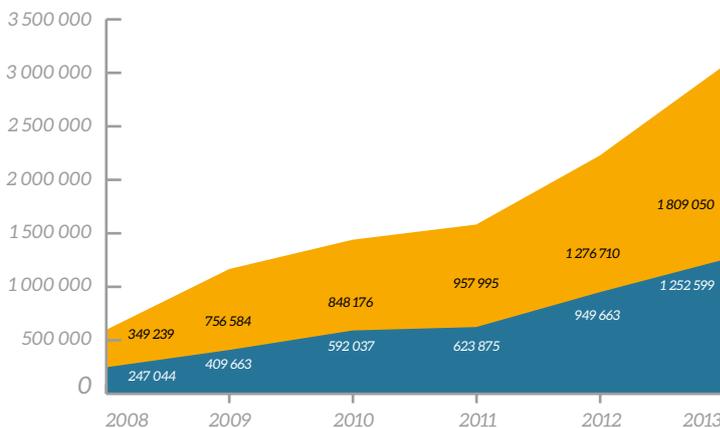


L'évolution de la dette

L'encours de la dette au 31 décembre 2013 était de 31.939.956 €.

Cependant, la charge de la dette, d'un montant de 3.064.148 €, ne représente que 6,80 % des recettes de fonctionnement du SDIS. Ce faible taux d'endettement ainsi que la bonne capacité de désendettement (6,18 ans) permettent au SDIS de recourir à l'emprunt pour le financement de sa politique bâtiminaire.

En outre, une gestion active de la trésorerie a permis de limiter le recours à l'emprunt.



- Capital
- Intérêts

INDICATEURS CLÉS

Coût incendie : 68,39 € par habitant

Charges de personnel : 70,71 %

Taux d'endettement : 6,80 %

10 173 mandats réalisés (contre 9635 en 2012)

1 250 titres réalisés (contre 1354 en 2012).

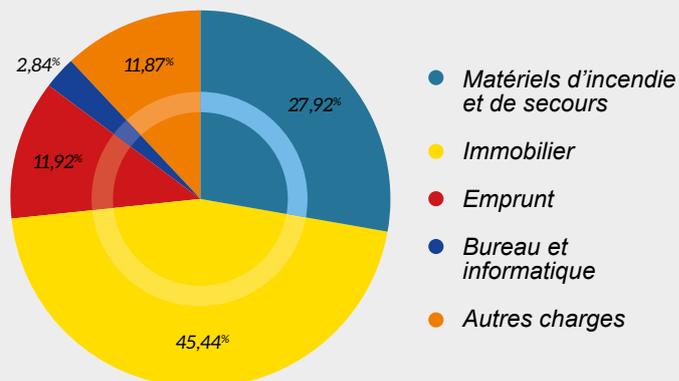


INVESTISSEMENT

Recettes	14.102.370
Dépenses	15.171.980
Résultat de l'exercice	- 1.069.610
Résultat reporté 2012	+ 8.224.194
Solde des restes à réaliser	- 6.321.155
Résultat global d'investissement	+ 833.429

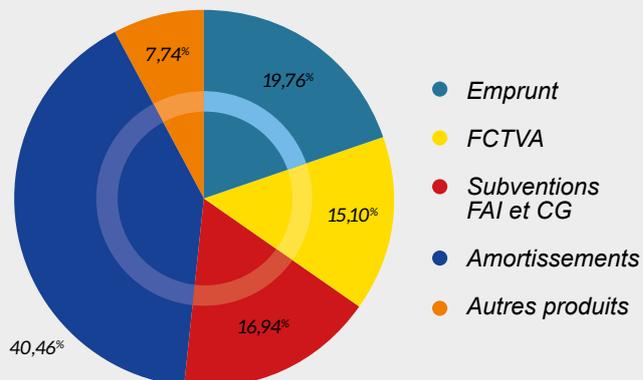
◆ LES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT :

Cette année, plus de 6,8 millions d'euros ont été investis en matière immobilière et ont permis la réalisation des travaux de l'École Départementale, des Centres de Secours d'Amiens Poulainville, d'Amiens Ferry et de Roye et de la maintenance de la Direction et des autres Centres de Secours. Plus de 4,7 millions d'euros ont été dépensés en matériels d'incendie et de secours et en divers matériels.



◆ LES RECETTES D'INVESTISSEMENT :

En 2013, le SDIS a mobilisé un emprunt de 2012 à hauteur de 2 000 000 € et un emprunt de 2013 d'un montant de 787 200 € pour le financement de sa politique bâtiminaire.



Service juridique

LES POINTS MARQUANTS 2013

- L'activité liée aux marchés de l'EDIS et Amiens NORD mais également du CSP AMIENS FERRY
- L'accroissement des réclamations dans tous les domaines.
- La gestion accrue des accidents de travail.
- Le recrutement d'un agent de gestion accueil.

Acquisitions de terrains et bâtiments

- Centre de Secours de CONTY : Le 9 juillet 2013, l'acte de vente officialisant l'acquisition du terrain a été signé par le Président du CASDIS.
- Centre de Secours Principal AMIENS-FERRY : Par délibération du 7 février 2013, le Conseil Municipal de la ville d'Amiens a décidé de la mise à disposition, par bail emphytéotique au profit du SDIS 80, du terrain du Centre de Secours Principal AMIENS FERRY.
- Centre de Secours de VILLERS – CORBIE : Le projet d'acte de vente du terrain situé sur la commune de FOUILLOY nous a été transmis.

Contentieux et précontentieux :

Plusieurs secteurs du SDIS sont concernés : les Ressources Humaines, les Finances, les Marchés Publics et les Assurances.

Par ailleurs, certains autres dossiers ont suscité en 2013 un suivi particulier tout au long de l'année :

- Les violences urbaines.
- L'incendie volontaire du 2 juin 2012 dans lequel trois Sapeurs-Pompiers ont été grièvement blessés. Une audience devrait se tenir au premier semestre 2014.
- Les vols de 3 véhicules dans l'enceinte de la Direction du SDIS de la Somme et leurs dégradations : l'auteur des faits a été condamné par les diverses juridictions au paiement de dommages-intérêts.
- L'accident d'un VSAV le 10 juillet 2010 qui génère un suivi juridique important et un accompagnement des Sapeurs-Pompiers accidentés.

Dépôts de plaintes et constitutions de partie civile : 25

- Agressions : 13
- Vols : 5
- Dégradations : 3
- Fausses alertes : 2
- Usurpations plaques minéralogiques : 2

En comparaison à l'année 2012, le nombre d'agressions envers les Sapeurs-pompiers reste constant tandis que les dégradations tendent à diminuer. En outre, deux dépôts de plainte pour usurpation de plaque minéralogique ont été effectués, ce qui constitue une nouveauté par rapport à 2012.

Il est à noter un suivi croissant par le Procureur de la République des dépôts de plainte effectués par les agents du SDIS.

On constate, à tous niveaux un accroissement des réclamations et une augmentation des demandes d'assistance des Sapeurs-Pompiers victimes au titre de la Protection Juridique.

Assurances

Accidents en service commandé (SPV) : 66 (1 011 jours d'arrêt travail)

Accidents de travail (PATS) : 8 (4 jours d'arrêt de travail)

Accidents de travail (SPP) : 104 (2 258 jours d'arrêt travail)

Alors que le nombre de jours d'arrêts des PATS suite à un accident de service a radicalement chuté passant de 358 en 2012 à 4 en 2013, celui des SPV a augmenté de 27% et celui des SPP de 55,7%. Cependant, ces chiffres sont à relativiser car, d'une part, la majorité des accidents n'ont occasionné que des blessures légères.

Accidents Véhicules : 115 sinistres déclarés contre 116 en 2012. 80 d'entre eux concernent une VL ou un VSAV. 59 ont eu lieu pendant le trajet aller, retour ou sur le site d'une intervention.

Marchés publics

123 marchés ont été conclus par le SDIS en 2013 :

- Travaux : 17
- Fournitures : 86
- Services : 20

Après une année 2012 record (178 procédures), l'année 2013 s'est conclue avec un total de 123 procédures attribuées revenant légèrement en dessous des années précédentes (132 en 2011, 131 en 2010).

Les marchés de fournitures et ceux d'un montant inférieur à 90 000 € HT sont encore une fois largement majoritaires. Avec 56 % de l'activité annuelle, les appels d'offres représentent la plus grosse partie de l'activité contre 42 % pour les procédures adaptées. L'explication de ces répartitions provient principalement de l'attribution de 19 lots de l'appel d'offres «Acquisition de véhicules» et 32 lots de l'appel d'offres «Fourniture de consommables pharmaceutiques».

En ce qui concerne les travaux engagés en 2012 pour les constructions des CS de ROYE, NESLE, AMIENS NORD et l'EDIS, ceux-ci ont généré un travail très important en termes de suivi. Il est à remarquer que pour ces deux dernières réalisations de nombreuses mises en demeure ont été émises à l'encontre des entreprises opérations des travaux.

Courrier / Standard

15 531 courriers et fax ont été enregistrés en 2013 contre 15 858 l'année précédente. Cette légère baisse (2,06 %) provient essentiellement de l'organisation du congrès de 2012 qui avait généré de nombreux échanges entre le SDIS et ses divers partenaires.

Service Infrastructures

Les opérations programmées dans le cadre du plan pluriannuel

C.S.P.Amiens Poulainville	La réception a eu lieu le 02/05/2013. Le CSP est opérationnel depuis le 03/06/2013 et son inauguration a été réalisée le 21/06/2013. Nous en sommes toujours au stade des levées de réserves.	PPI : 8 559 250 € TTC
C.S.P. Amiens Ferry	Le cabinet d'architecte travaille sur un Avant Projet Définitif 3. Les différentes phases de Permis de construire, DCE, travaux se dérouleront sur 2014, 2015, 2016. La phase transitoire est terminée. L'entreprise pour la déconstruction du CSP Ferry a été choisie.	PPI : 6 500 000 € TTC
C.S.P. Amiens Sud	L'opération de construction du CSP Amiens Sud est reportée. Une proposition de terrain est toujours en cours.	PPI : 6 500 000 € TTC
C.S Ault	Les travaux ont été réceptionnés le 04/06/2013 et le CS inauguré le 29/06/2013. Le projet a répondu à la nouvelle réglementation RT 2012 soit une démarche environnementale en BBC. Nous avons souhaité aller plus loin et inscrire cette opération dans le Prébat 2011 en économie d'énergie (RT2005-60 %).	PPI : 1 200 000 € TTC
Ecole Départementale d'Incendie et de Secours (E.D.I.S) et CS Bocage Hallue	Les travaux ont été réceptionnés le 4 novembre 2013. L'inauguration de l'EDIS a été réalisée le 06/12/2013 et celle du CS le 14/12/2013. Nous sommes en levées de réserves et parfait achèvement.	PPI : 6 576 253 € TTC
CS ROYE	Ce projet répond à la nouvelle réglementation RT 2012 soit une démarche environnementale en BBC. Nous avons souhaité aller plus loin et inscrire cette opération dans le Prébat 2011 en économie d'énergie (RT2005-60%). Le chantier a été réceptionné partiellement le 18/12/2013 : les lots espaces verts, menuiseries extérieures, photovoltaïque et groupe électrogène n'étant pas terminés.	PPI : 2 516 550 € TTC
CS GAMACHES	Le programme est prêt et validé. La cession du terrain a été réalisée en 2013.	PPI : 2 500 000 € TTC

CS AULT

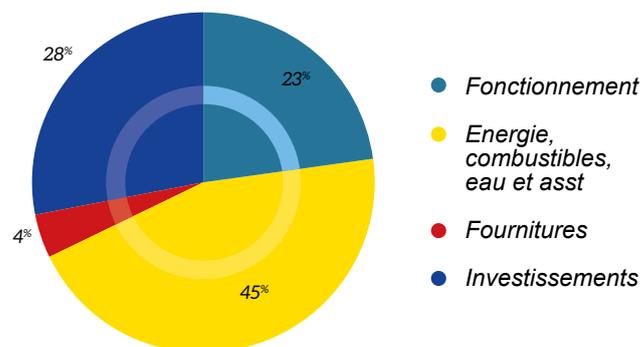


Les opérations de maintenance

Structure générale des dépenses :

Toutes dépenses confondues, 2 365 289 € ont été dépensés au titre des casernements.

Fonctionnement : 547 258 €
Energie, combustibles, eau et asst : 1 089 472 €
Fournitures : 85 969,00 €
Investissements : 682 961,48 €

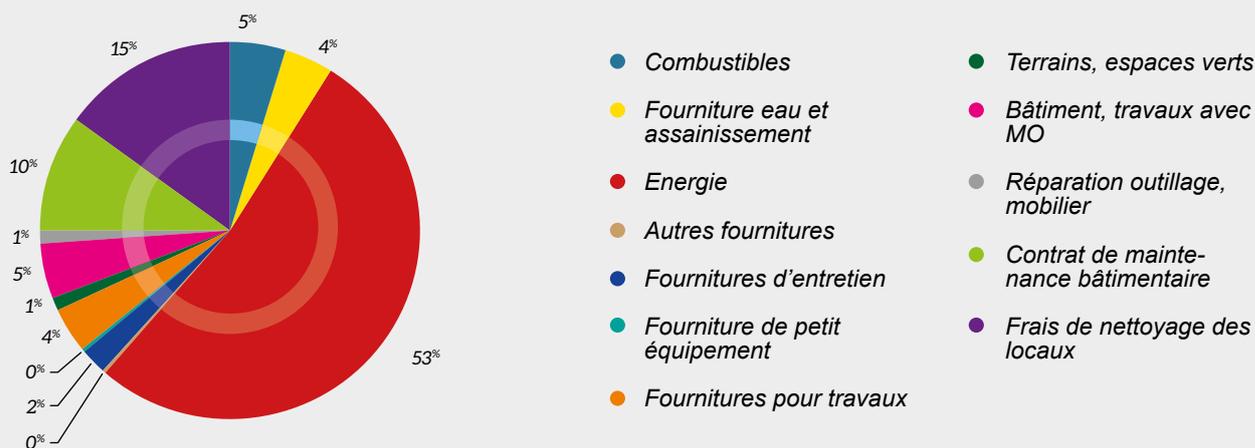


ÉVOLUTION DES DÉPENSES

	Dépenses 2011 en €	Dépenses 2012 en €	Dépenses 2013 en €	Écart par rapport aux dépenses de 2012 en %
Contrat de maintenance et CT	101 731,00 €	144 521,00 €	172 063,00 €	19,06 %
Nettoyage des locaux	230 700,00 €	196 880,00 €	262 208,00 €	33,18 %
Achat des fournitures	68 258,00 €	75 500,00 €	85 969,00 €	13,87 %
Combustibles, énergie, eau et asst	765 955,00 €	882 051,00 €	1 089 472,00 €	23,52 %
Dépenses de fonctionnement	153 831,00 €	100 325,00 €	112 987,00 €	12,62 %
Dépenses d'investissement	766 220,00 €	525 988,89 €	682 961,48 €	29,84 %



Les dépenses de Fonctionnement s'élevaient à 1 722 699 €



• **Les dépenses de fonctionnement faites par entreprises**

Il s'agit de travaux de mise aux normes électriques, de changements de menuiseries, de réparations de portes sectionnelles, de dépenses liées aux travaux de peinture et de dépenses concernant le chauffage.

• **Les dépenses de fournitures**

Les dépenses sont faites sur les sites amiénois du fait de la présence de personnels dédiés aux travaux en régie. Elles concernent en majorité les fournitures pour la rénovation des casernements ainsi que de l'achat de peinture et de fournitures électriques. Le nombre croissant de CS concernés par l'achat de fournitures démontre que les CS sont acteurs de l'aménagement de leurs locaux en proposant leur aide pour les petits travaux d'amélioration de leur cadre de vie.

Les dépenses d'investissement : 829 305 €

94 537 € représentant seules les dépenses en mobilier dotation des casernements et groupements fonctionnels et 51 807 € en matériels dont 7 150 € pour les dépenses en électroménager.

68 296 € de crédits étaient inscrits au titre de la maintenance et ont été dépensés en totalité.

Nous constatons chaque année que le budget investissement Grosses Réparations de 500 000 € TTC est nettement insuffisant compte tenu des besoins en matière de travaux dans les 60 sites dont 56 Centres de Secours et des 40 % de casernements en mauvais état.

• **Les dépenses en énergie et combustibles**

Le nombre croissant de CS tend à croître ce poste pour atteindre en 2013 le million d'euros. La rénovation nécessaire de nos sites, la construction de nouvelles casernes en BBC (RT2012) et surtout la sensibilisation des chefs de centres au civisme d'économies énergétiques ne pourront qu'atténuer cette progression des dépenses en énergie. A rappeler que le coût de l'énergie a augmenté de 35 % en 7 ans et que la tendance laisse à penser que cela va continuer sur les 5 prochaines années à raison de 6 % par an.



Service Système d'Information

LES POINTS MARQUANTS

Une charte informatique a été mise en œuvre au cours de l'année 2013. Elle précise les contours de l'utilisation des moyens technologiques mis à la disposition des agents.

Le SSI a été à l'origine de l'équipement de l'auditorium de l'EDIS en proposant une solution technique particulièrement ergonomique et qualitative.

Une sonde météo installée sur le toit du centre de Poulainville, diffuse des informations en continu qui sont accessibles au travers de l'intranet. Cette solution est basée sur un développement interne.

Une nouvelle technologie de téléphonie basée sur la solution Xivo a commencé à être déployée. Celle-ci offre une interface beaucoup plus facile à appréhender.

Le bureau Logiciel métier a procédé à la mise en place du logiciel CR+ destiné aux paiements des indemnités des Sapeurs-Pompiers Volontaires. Logiciel qui est beaucoup plus ergonomique que la solution précédente.

A noter que ce bureau, créé en 2013, s'est vu renforcé par d'un technicien supplémentaire.

La liaison entre la salle COD de la Préfecture et le SDIS 80 est désormais pleinement opérationnelle. Cela permet d'avoir un ordinateur à la Préfecture directement connecté sur notre réseau Artemis. A noter que cette liaison est parfaitement étanche, car elle ne transite par aucun routeur, mais est établie en point à point.

Le système de sauvegarde a été fiabilisé dans sa mise en œuvre, avec la duplication des sites de sauvegarde sur la direction.

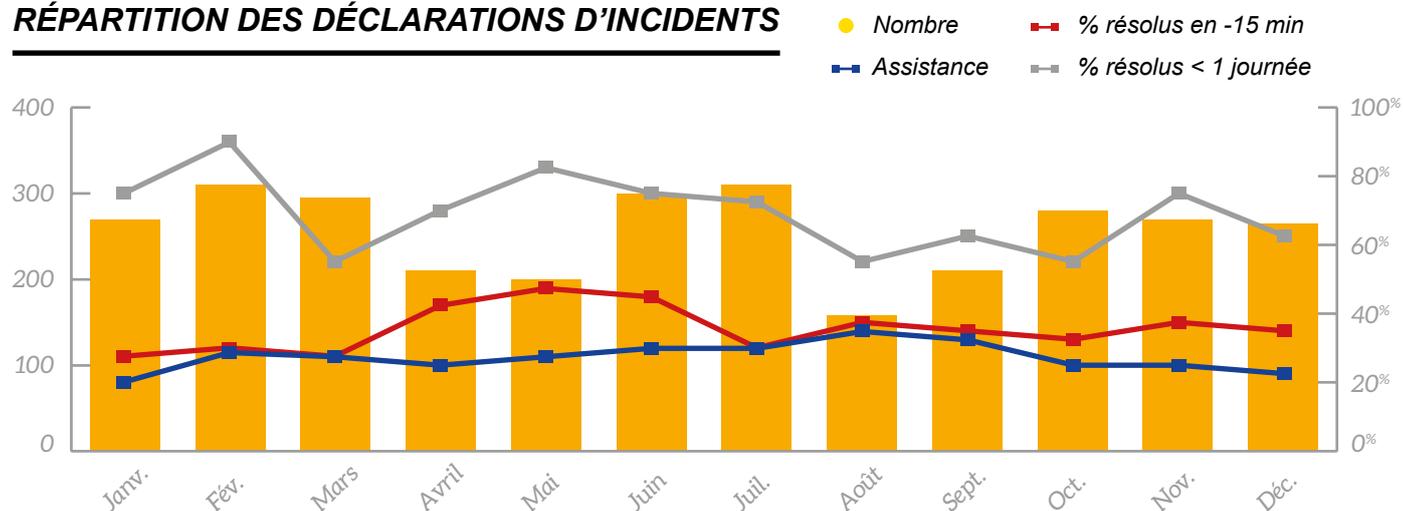
MARCHÉS PUBLICS.

En 2013, le SSI a lancé les marchés suivants :

- Le renouvellement de la solution de filtrage WEB.
- Une Assistance à Maitrise d'œuvre pour le renouvellement du marché d'interconnexion des sites du SDIS 80.
- Un marché de formation pour les techniciens du service
- Un marché pour l'élaboration du schéma directeur informatique.
- Un marché pour 9 émetteurs/récepteurs Antares.
- Un marché pour 18 émetteurs ATEX et 4 chargeurs alvéolaires.

Indicateurs.

REPARTITION DES DÉCLARATIONS D'INCIDENTS

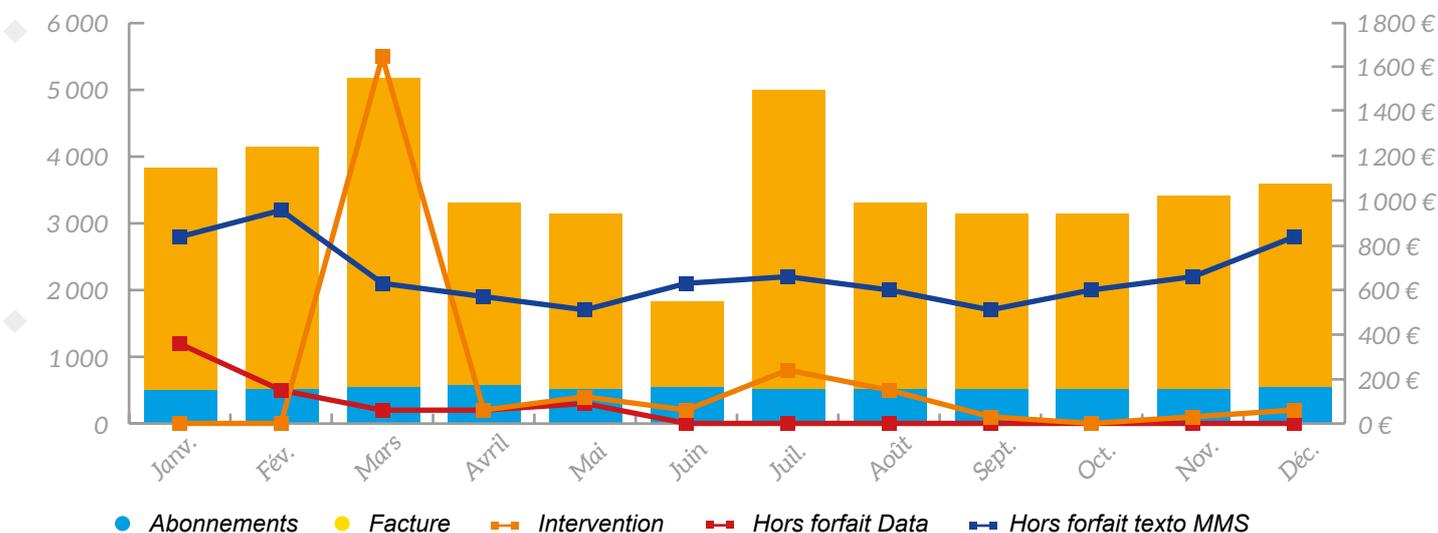


On constate que la moyenne d'incidents ouverts se situe aux alentours de 250/mois soit une dizaine par jour.

Matériel Antares :

On constate que plus de la moitié de notre parc est dans une version logicielle très récente. Les mises à jour des matériels plus anciens se font à l'occasion d'un passage en crypto-période.
Le parc installé a un âge moyen de 3 ans.

3. La téléphonie mobile



On constate toujours une surconsommation au niveau des sms. Cela est dû au fait qu'aucun opérateur ne propose de forfaits avec sms illimités dans ses offres de base. La surconsommation à l'international du mois de Mars est explicable au travers d'un événement corrigé sans coût au final pour la structure.

Service matériel

Activité du Parc Roulant

Le bureau du Parc Roulant a poursuivi les objectifs d'acquisitions préconisés par le SDACR et formalisés dans le plan pluriannuel d'équipement en matériels roulants, notamment sur l'acquisition des premiers véhicules avec tuyaux en écheveaux.

Pour l'année 2013, il est à l'origine de 22 procédures d'achat, pour un montant total d'environ 2.000.000 € TTC. Ces achats correspondent à une continuité en matière de polyvalence des engins (notamment les FPTSR), de rajeunissement du parc et d'acquisition d'engins spécifiques (cellules dévidoir et PMA).

7 VSAV	549.142,44 €
1 FPTSR	254.457,04 €
1 FPT	223.331,45 €
1 FPTL	168.315,45 €
1 VPI	145.912,80 €
1 EA 25 mètres	455.663,38 €
2 VTU	67.819,58 €
1 VTU « COURT »	29.708,83 €
6 VLID	124.011,96 €
2 VTP	52.420,18 €
1 Cellule Dévidoir	Appel d'offre en cours
1 Cellule PMA	Appel d'offre en cours

Nota : les procédures d'un certain nombre de véhicules ont été formalisées en 2013 avec des livraisons en 2014.

Activité Mécanique

Les activités mécaniques regroupent les activités de l'atelier départemental et du bureau de proximité logistique du groupement Ouest.

Pour l'année 2013 les activités de l'atelier départemental ont été principalement orientées sur le déménagement vers le nouvel atelier, mutualisé avec le Conseil général.

L'atelier départemental a déménagé physiquement au mois de septembre 2013. Durant cette période, une grosse partie de l'activité a été absorbée par l'atelier d'Abbeville et une autre partie a été externalisée.

Les activités mécaniques du bureau de proximité logistique Est ont quant à elles été absorbées par l'atelier de Glisy à compter du 1er septembre 2013.

La flotte de véhicules du SDIS 80, composée de 537 véhicules, a généré une dépense en terme de maintenance d'environ 660.000 €, dont environ 260.000 € en prestations extérieures (carrosserie, contrôle technique...).

La priorité, pour des raisons budgétaires, est systématiquement donnée aux opérations en interne, en veillant pour autant à ne pas augmenter le taux d'indisponibilité des moyens de secours. C'est une recherche d'optimisation qui est réalisée quotidiennement par le Service Matériels.

Activité Petits Matériels

En 2013, le Bureau Petits Matériels a procédé à l'acquisition de matériels incendie non mobiles, pour un montant total de 621.137,79 € TTC en section investissement. Les dépenses en fournitures et en entretien de matériel s'élèvent à 173.313,84 € TTC, en section fonctionnement. Ces matériels et fournitures ont été distribués dans les Centres de Secours.

En plus de l'armement des véhicules neufs, le SDIS a réalisé un effort particulier en dotation de tuyaux et de LDV. Par ailleurs, un changement de type d'émulseur a été réalisé.

Les principaux marchés publics menés en 2013 sont :

- un appel d'offre «fourniture de matériel embarqué, sauvetage côtier, sauvetage en hauteur, lance à eau, lance canon, protection véhicule électrique»,
- un appel d'offre «mise en conformité et contrôle des bouteilles et des détendeurs de plongée»,
- une procédure adaptée «fourniture de matériel de plongée»,
- un appel d'offre «fourniture de dévidoirs mobiles, échelle à mains, plate forme»,
- une procédure adaptée «couverture de désincarcération»,
- une procédure adaptée «fourniture de blindage de tranchée, éclairage mobile», matériel destiné à l'équipe sauvetage déblaiement des Sapeurs-Pompiers de la Somme.

Les procédures d'appel d'offre sont pluri-annualisées, dans l'objectif d'optimiser les procédures d'achats (coûts et délais) et d'homogénéiser les fournitures.

Activité Habillement EPI

En 2013, le Bureau Habillement EPI a procédé à l'acquisition d'effets d'habillement et d'EPI pour un montant total de 876.000 € TTC en section d'investissement. Les dépenses en section de fonctionnement ont été de 100.000 € en habillement et 96.000 € en entretien d'autres biens et fournitures.

En 2013 a été poursuivi le projet de mise à niveau des équipements des SPP et SPV débuté en 2012.

Le règlement habillement a été réadapté aux besoins des Sapeurs-Pompiers (adaptation des renouvellements automatiques, adaptation des dotations individuelles, passage de l'ensemble des effets au Renouvellement à Usure Constatée). En 2013, 75 % du parc des bouteilles ARI a été mis aux normes, soit 1200 bouteilles.

Les marchés menés en 2013 sont :

- un marché négocié pour les masques ARI avec amplificateur phonique,
- une procédure adaptée pour les pièces détachées d'ARI et un banc de contrôle des masques,
- un appel d'offre ouvert pour les ceintures et longues Sapeurs-Pompiers.

Activité de Coordination Logistique

Depuis le 1^{er} octobre 2013, est mis en place le bureau de proximité de coordination logistique afin d'assurer le lien entre les Centres de Secours et le Service Matériels pour toutes les demandes ne faisant pas l'objet d'une procédure.

Le bureau de proximité de coordination logistique est donc le garant de la qualité de la réponse du Service Matériels.

Il gère la distribution du matériel sur l'ensemble du département et assure les visites d'inspection en lien avec tous les services du Groupement Logistique et les chefs de groupements territoriaux. Il s'assure de la cohérence de l'emploi du logiciel de gestion du patrimoine ASTECH et des données disponibles sur Atlas.





Année charnière pour le groupement formation, 2013 a vu la mise en place progressive de la réforme pédagogique issue des nouveaux textes relatifs à la formation des sapeurs-pompiers professionnels et volontaires mais également l'appropriation de la nouvelle école départementale permettant d'offrir un lieu d'enseignement départemental moderne et adapté aux nouveaux enjeux.

De nombreuses formations novatrices ont également été mises en place pour répondre aux nécessités d'évolution des matériels (démarrage des dotations d'engins pompes aménagés pour les tuyaux en écheveaux dans certains CSP), des techniques (partenariat avec ERDF sur le plateau technique de l'EDIS par exemple) ou des risques (Véhicules nouvelles technologies notamment) tout en poursuivant le développement des activités physiques (mise en œuvre du maintien des acquis sportifs et stage EPS).

Les 590 actions de formation réalisées au SDIS 80 en 2013 au bénéfice des sapeurs-pompiers (SPP, SPV, JSP) mais également des élèves au baccalauréat professionnel « prévention-sécurité » représentent 10 257 journées stagiaires pour un total de 5 018 apprenants accueillis.

Dans le détail, cela se décompose ainsi :

- 147 sessions en lien avec la formation initiale des SPV
- 25 formations d'avancement
- 56 formations de spécialités
- 310 formations de maintien et de perfectionnement des acquis (FMPA), formations de maintien en activité et de perfectionnement des acquis (FMAPA) de tronc commun, d'encadrement et de spécialités
- 52 autres formations

L'École Départementale d'Incendie et de Secours

LES POINTS MARQUANTS

- Réunions d'un groupe de travail spécifique dédié à l'application de la réforme des formations pour les Sapeurs-Pompiers Volontaires
- Elaboration des nouveaux contenus de formation pour les parcours « équipier et chef d'équipe SPV »
- Application du nouveau dispositif d'apprentissage pour les équipiers SPV et premières formations à distance (FOAD) par le biais d'une plateforme d'auto-formation
- Elaboration du calendrier des activités de formation 2014 en deux étapes suite à la parution tardive de la nouvelle réforme de formation des SPV et des SPP
- Déménagement de l'EDIS et du bureau de proximité formation centre vers le site de Villers-Bocage en novembre 2013
- Tournage, en direct de l'EDIS, d'une émission sur France 3 Picardie pour présenter le nouveau site et les actions de formation réalisées sur le plateau technique
- Premières formations sur le plateau technique ERDF attenant à l'EDIS dans le cadre d'une convention signée avec le SDIS 80 et réalisation de 2 exercices de prévention routière à destination des personnels d'ERDF dans le cadre de ce partenariat
- Renforcement du secrétariat de l'EDIS avec l'arrivée d'un deuxième agent de gestion
- Fin du cursus de formation violences urbaines pour 2 sous-officiers de l'EDIS ce qui porte le total des formateurs départementaux à 4 et permet la poursuite des enseignements aux personnels des unités opérationnelles en lien avec le CNFPT
- Traitement des marchés financiers pour les épaves de véhicules et matériels de sport
- Signature d'une convention pour la dotation de 16 casques nouvelle génération avec la société conceptrice des outils feux du plateau technique
- Mise en place d'un registre de suivi des accidents du travail

Service formation

LES POINTS MARQUANTS

- Formalisation du dispositif de Validation des Acquis de l'Expérience (VAE) et de Reconnaissance des Attestations, Titres et Diplômes (RATD) avec mise en place des deux commissions départementales dédiées aux Sapeurs-Pompiers Professionnels et Volontaires
- Organisation des manifestations sportives départementales (à noter, les reports exceptionnels du cross et du challenge de la qualité à cause des intempéries) et déplacements extra-départementaux (zonal et national en Guadeloupe pour le challenge de la qualité)
- Réalisation d'un stage EPS 1 en partenariat avec le CNFPT
- Préparation de la finale zonale du challenge de la qualité que le SDIS 80 organisera en 2014 (accueil de 6 autres SDIS et 700 athlètes)
- Développement de la formation sur les véhicules nouvelles technologies
- Lancement des formations sur l'accouchement encadrées par le SSSM
- Déplacement de six SPV du SDIS 80 sur le plateau technique de l'ENSOSP à Aix-en-Provence pendant une semaine pour manœuvrer lors des formations pratiques de chefs de groupe (24 exercices par manœuvrant)
- Poursuite de la mise en place du Baccalauréat Professionnel « prévention-sécurité » au Lycée Romain Rolland en accueillant plusieurs semaines les lycéens lors des périodes d'apprentissage des modules sapeurs-pompiers
- Fin de la formation du moniteur poids-lourd lauréat du diplôme « BEPECASER » et début des premiers stages en interne (code et conduite)
- Réalisation du Maintien des Acquis Sportifs pour la quasi-totalité des sapeurs-pompiers du SDIS 80
- Conventions pour toutes les installations sportives utilisées par les sapeurs-pompiers
- Poursuite des formations informatiques (outils bureautiques) en FOAD
- Préparation à l'oral des candidats à l'examen professionnel de Lieutenant 2ème classe et au concours interne de Lieutenant 1ère classe
- Travail sur la réforme de la filière et de la formation
- Accueil de 90 stagiaires scolaires dont 30 élèves en baccalauréat professionnel « prévention-sécurité »

Récapitulatifs des stages extérieurs au SDIS 80 :

- ENSOSP = 42 stagiaires
- ECASC = 6 stagiaires
- SDIS Extérieurs = 11 stagiaires
- CNFPT = 191 stagiaires dont 58 PATS pour des actions de formation ou de préparation aux examens et concours
- Formations complètes au permis poids-lourd par le biais de sociétés d'auto-école : 30 réussites
- Permis mer et rivière : 3 réussites
- Autres = 85 stagiaires

Formations réalisées avec les « équipements du plateau technique » :

- Caisson d'observation des phénomènes thermiques : 11 sessions totalisant 153 SPV et JSP
- Simulateur gaz du plateau technique de l'EDIS : 12 sessions totalisant 150 SPV, SPP et JSP
- Maison à feux : 73 sessions totalisant 577 SPV
- Parcours ARI : 51 sessions totalisant 339 SPP et 367 SPV ou élèves du baccalauréat professionnel « sécurité-prévention ».



Textes fondamentaux :

Refonte du décret relatif au cadre juridique de l'activité de Sapeur-Pompier Volontaire :

Le décret n° 2013-412 du 17 mai 2013 relatif aux Sapeurs-Pompiers Volontaires remplace le décret n° 99-1039 du 10 décembre 1999 modifié.

Cette année a été marquée par la parution du texte relatif à la refonte du décret relatif aux Sapeurs-Pompiers Volontaires, dans la continuité de la réforme de la Filière des Sapeurs-Pompiers Professionnels. Ce nouveau décret, paru au Journal Officiel le 19 mai 2013, est applicable depuis le 1er juin 2013.

Ce texte prévoit les conditions d'engagement et les activités de Sapeur-Pompier Volontaire. Par ailleurs, il précise les activités opérationnelles pour chaque grade, la liste des honneurs et récompenses dont peuvent bénéficier les Sapeurs-Pompiers Volontaires ainsi que les catégories particulières de SPV (membres du SSSM, personnels militaires, JSP ...).

Le grade de Major est supprimé et un engagement au grade de Capitaine est créé.

Des mesures transitoires jusqu'au 30 avril 2019 sont prévues.

Décret n° 2013-67 du 18 janvier 2013 relatif au congé de solidarité familiale et à l'allocation d'accompagnement des personnes en fin de vie :

Le congé de solidarité familiale permet à tout agent public de s'absenter afin d'assister un proche souffrant d'une pathologie mettant en jeu son pronostic vital ou qui se trouve en phase avancée ou terminale d'une affection grave et incurable.

Ce dispositif se substitue à celui du congé d'accompagnement d'une personne en fin de vie.

Loi n° 2013-1278 du 29 décembre 2013 de finances pour 2014 :

L'article 126 de cette loi supprime la journée de carence, à compter du 1er janvier 2014, qui avait été mise en place pour les fonctionnaires dont l'application était effective au sein du SDIS de la Somme depuis le 1er juillet 2012.

Plan de progrès CIVITAS/CEGID :

Dans le cadre de la poursuite du plan de progrès Cegid, la préparation de la migration du module « Absences » a débuté dans le courant du 3ème trimestre 2013.

Elle est désormais effective depuis fin février 2014. La migration du module « Carrières » devrait intervenir dans le courant de l'année 2014.

Changement du logiciel pour le traitement des indemnités des Sapeurs-Pompiers Volontaires :

Le progiciel Civi-rapport ne pouvant plus être développé par Cegid, il a été décidé d'acquérir un nouveau progiciel de gestion des indemnités des Sapeurs-Pompiers Volontaires, dénommé CR+. Cette application dont l'accès est prévu par l'intranet est désormais utilisée depuis le 1er novembre 2013.

Cet outil, plus convivial et offrant des fonctionnalités intéressantes, a été adapté à la demande des Chefs de Centre. Il permet de gagner un temps important et de réduire encore le délai de paiement des indemnités.

Quelques chiffres :

Ont été établis 2 101 arrêtés :

158 concernant les personnels administratif et technique,

622 concernant les Sapeurs-Pompiers Professionnels,

1 321 concernant les Sapeurs-Pompiers Volontaires dont 486 arrêtés d'appellation de Sapeur de 1ère classe, suite à la parution du nouveau décret relatif aux SPV.

Le nombre des arrêtés établis pour les PATS, toutes catégories confondues, a augmenté de 24,41 %, sur la période 2010-2013. La hausse est significative en 2013 car les effectifs ont progressé de 8,65 % (recrutement en qualité de stagiaire des agents en CDD).

Quant aux arrêtés établis pour les Sapeurs-Pompiers Volontaires, ceux-ci ont progressé, sur la période 2010-2013, de 251,33 %. Il est à noter que sur 2013, plusieurs centaines d'arrêtés ont été établis pour les appellations de Sapeur de 1ère classe.

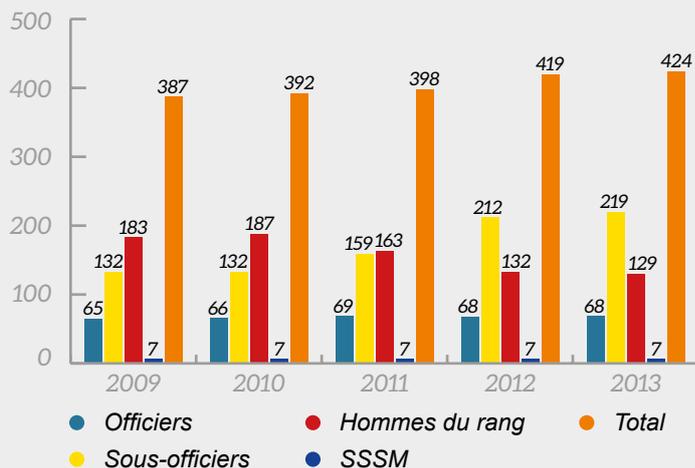
L'année 2013 a été marquée par la mise en œuvre de la réforme de la Filière des Sapeurs-Pompiers Professionnels avec l'établissement, pour les personnels concernés, d'arrêtés d'intégration dans les nouveaux cadres d'emplois.

Effectifs SPP / PATS :

EVOLUTION DES EFFECTIFS CREES SPP DE 2009 A 2013

On constate au 31 décembre 2013 une augmentation globale de 8,73% des effectifs créés SPP depuis 2009.

Le nombre des postes vacants est plus élevé en 2013, en raison des postes de Sapeurs-Pompiers Professionnels non officiers qui seront pourvus au 01/04/2014, par des lauréats du concours de Sapeur-Pompier Professionnel de 1ère classe organisé en 2013.

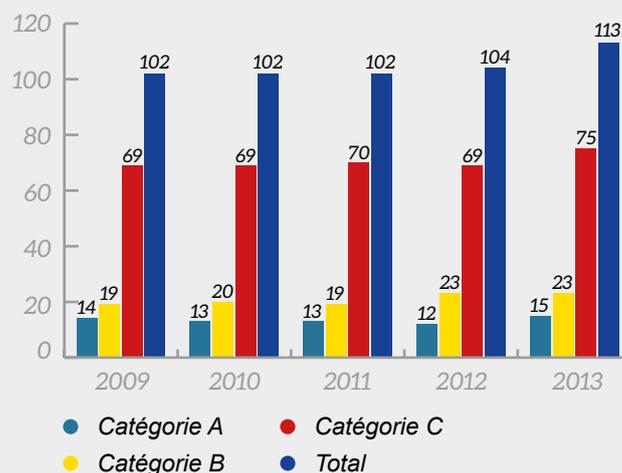


Les effectifs des filières administrative et technique ont augmenté de 9,73 % entre 2009 et 2013 et surtout depuis 2012 (+ 7,96 %). Cela concerne principalement des postes de catégorie C (+ 8 %) qui sont venus renforcer les groupements fonctionnels. Il est à noter également un renforcement en cadre A (+ 25 %) et une stabilisation des recrutements d'agents relevant de la catégorie B.

Les effectifs de Sapeurs-Pompiers Professionnels ont progressé de 1,18 % en 2013 : 3 postes de SPPNO ont été créés afin de compléter la couverture opérationnelle de l'agglomération amiénoise, 1 poste de SPPNO afin d'obtenir un effectif de 12 SPP à la garde au sein du CS FLIXECOURT et un poste de sous-officier pour le Groupement Formation afin de renforcer l'équipe chargée de la formation de maintien des acquis et des spécialités.

Les effectifs de PATS ont augmenté significativement grâce aux recrutements pérennes de personnels en contrat à durée déterminée. Le ratio entre les effectifs des SPP et des PATS tend à se réduire et revient à un niveau en deçà de 2009 en passant de 3,79 % en 2009 à 3,75 % en 2013.

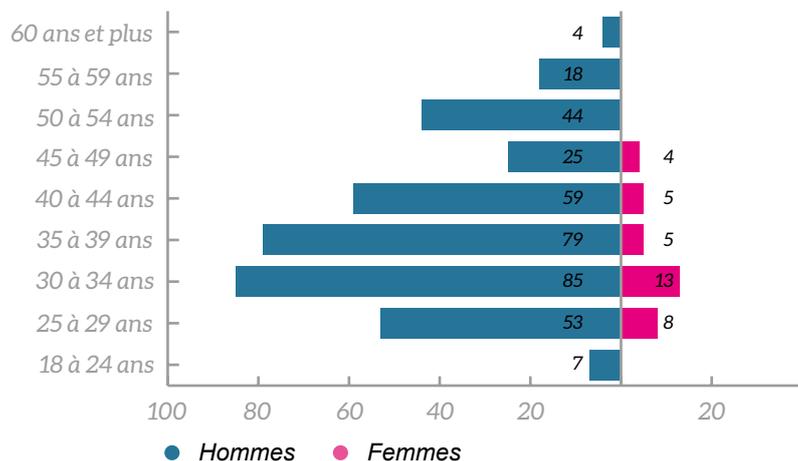
EVOLUTION DES EFFECTIFS CREES PATS DE 2009 A 2013



PYRAMIDE DES ÂGES 2013 DES SPP

La filière SPP se caractérise par une population masculine et trentenaire :

- 91,75 % des postes SPP sont occupés par des hommes. 35 femmes occupent des postes de Sapeurs-Pompiers Professionnels (8.25 %), du grade de Sapeur de 1ère classe au grade de Commandant.
- Les trentenaires représentent 42.16 % des SPP masculins. Chez les femmes, les 30-34 ans représentent 37.14 % de la population

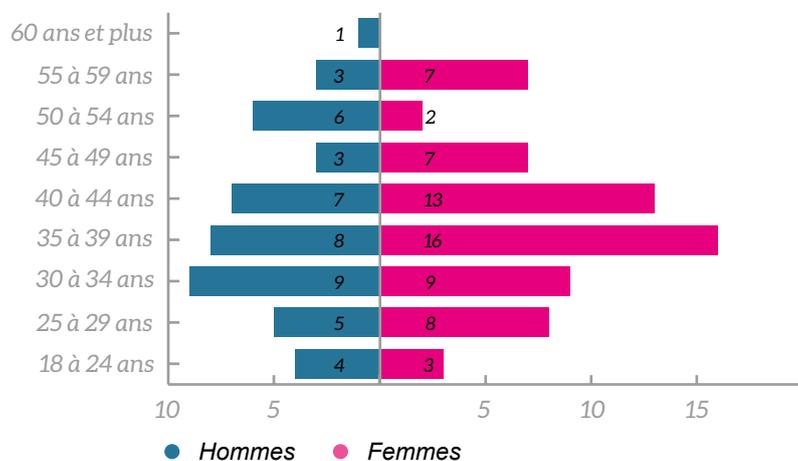


40

PYRAMIDE DES ÂGES 2013 DES PATS

Les postes des filières administrative et technique sont occupés par une population féminine :

- 58,5 % des postes sont occupés par des femmes contre 41,5% des postes qui sont pourvus par des hommes ;
- Les femmes de 35-39 ans représentent près d'un quart de l'effectif PATS et celle de la tranche 40-44 ans, 20%. Chez les hommes, les trentenaires représentent 32.61 % des agents.



20

Effectifs SPV

	Total SPV	Dont / Double-statut (DS)
Sous-Total Gpt Ouest	629	35
Sous-Total Gpt Centre	776	127
Sous-Total Gpt Est	464	56
Sous-Total Direction	105	11
TOTAL GENERAL	1 974	229

Nombre de dossiers d'engagements présentés au CCDSPV sur l'année 2013 : 329

Nombre d'engagements réels : 214 (65 % des dossiers présentés)

Nombre de renouvellements d'engagement : 266

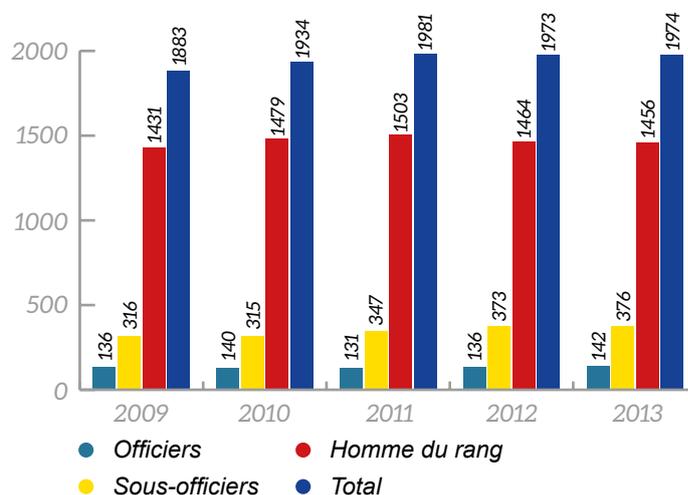
Nombre de cessations et résiliations : 218

L'effectif global du SDIS de la Somme a progressé de 2,67 % entre 2012 et 2013 et de 9.81 % depuis 2009.

◆ EVOLUTION DES EFFECTIFS SPV DE 2009 A 2013

L'effectif global des SPV du SDIS de la Somme s'est stabilisé en 2013. Il a connu une augmentation des effectifs d'Officiers et de Sous-Officiers par rapport à 2012.

La répartition des effectifs des Sapeurs-Pompiers Volontaires est la suivante : 7,1 % sont des Officiers, 19,2 % sont des Sous-officiers et 73,7 % sont des Hommes du rang.



Créations de postes

14 postes ont été créés par délibération du CASDIS du 18 octobre 2013 :

- 5 postes de Sapeurs-Pompiers Professionnels : 1 S/Off et 4 SPP NO
- 2 postes de rédacteurs (Cat B) 1 le Service Juridique du GJF et l'autre pour le GRH,
- 1 poste de Cat C au Service Finances du GJF,
- 1 poste de Cat C au Service Matériels du GLOG,
- 2 postes de Cat C au GRH (remplacement de 2 agents en mutation interne)
- 1 poste de Cat C au Service Pharmacie à usage intérieur au GSANTE,
- 2 postes au GSTRA : 1 Cat A (contractuel) et 1 Cat B.

Nombre de commissions de recrutement réalisées

	OFFICIERS et SOUS-OFFICIERS SPP		SPPNO		PATS		TOTAL	
	COMMISSIONS	CAND.	COMMISSIONS	CAND.	COMMISSIONS	CAND.	COMMISSIONS	CAND.
2011	16	52	1	8	6	27	23	87
2012	7	32	10	88	12	38	29	158
2013	15	61	0	0	8	32	23	93

Grève

En 2013, 16 jours de grève sont comptabilisés dont 8 jours où seule 1h de grève a été fixée. 29 SPP ont fait grève durant l'année 2013 et 0 PATS.

Absentéisme

Concernant la maladie ordinaire, 150 agents SPP ont été absents en 2013, avec une durée moyenne de 18,75 jours d'absence par agent. Pour les PATS, 48 agents ont été absents en 2013 avec une durée moyenne de 16,19 jours par agent. En 2012, 55 agents ont été absents avec une moyenne de 12,55 jours d'absence par agent, **soit une augmentation de 3,64 jours d'absence par agent par rapport à l'année précédente.**

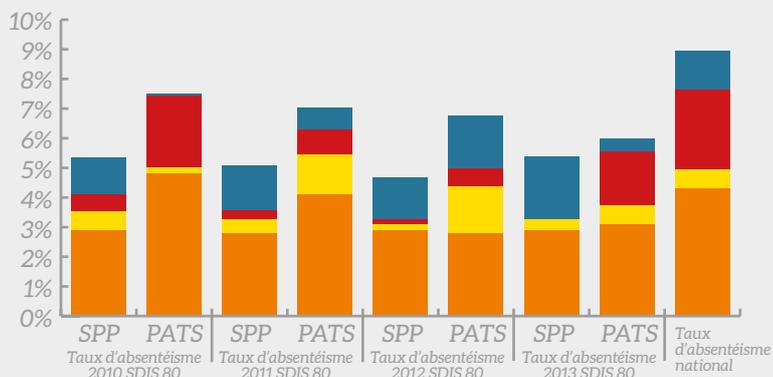
Le nombre d'agents en maladie ordinaire diminue mais l'allongement de la durée des arrêts est visible, sans doute en raison de la mise en place de la journée de carence.

Pour les accidents du travail, la moyenne est de 32,6 jours d'absence pour chacun des agents SPP accidentés en 2013. En 2012, la moyenne étant de 23,08 jours d'absence pour 59 SPP accidentés, soit 9,5 jours de plus pour l'année 2013.

Concernant les PATS, 2 agents ont subi un accident du travail au lieu de 5 l'an passé.

◆ TAUX D'ABSENTÉISME DE 2010 À 2013

- Accident du travail
- Maternité
- Longue maladie-longue durée
- Maladie ordinaire



Le taux d'absentéisme, calculé en fonction du nombre de jours d'absence par type d'arrêt, reste stable depuis 2010 mais augmente en 2013 pour les SPP en raison de la forte hausse des accidents du travail.

Concernant les PATS, le nombre de jours pris dans le cadre d'un congé de maternité augmente en 2013 et représente 1,86 % du taux d'absentéisme global.

Le taux global d'absentéisme du SDIS de la Somme reste en deçà du taux d'absentéisme national estimé en 2011 même si on peut noter que le taux de LM – LD est sensiblement identique chez les PATS et que les AT des SPP sont nettement supérieurs aux données nationales (ce qui s'explique par le caractère dangereux du métier).

Nombre de Commissions des Accidents du Travail en 2013 : 11 commissions

Départs en retraite

4 SPP sont partis à la retraite en 2013 et 1 départ en retraite concerne un PATS.
43 dossiers d'allocation de fin d'activité des SPV ont été liquidés en 2013.

Remises de médailles :

140 médailles ont été attribuées en 2013, soit une diminution de 27 médailles par rapport à l'année 2012 qui avait permis de régulariser les situations grâce à la gestion automatisée des médailles portant sur l'étude personnalisée des médailles en lien avec les carrières et sur la transmission des dossiers des bénéficiaires aux responsables hiérarchiques.

Lors de la journée nationale des sapeurs-pompiers du 15 juin 2013, 2 Insignes de chevalier de l'Ordre National du Mérite ont été remis par le Préfet de la Région Picardie, Préfet de la Somme.

Une médaille avec rosette pour services exceptionnels à également été remise.

9 médailles pour acte de courage et de dévouement ont été attribuées aux Sapeurs-Pompiers Professionnels sur l'année 2013.



Service Opérations

POINTS MARQUANTS DU SERVICE POUR 2013

- Mise à jour du Schéma Départemental d'Analyse et de Couverture des Risques ;
- Refonte des annexes du Règlement Opérationnel, relatives aux spécialités IMP, RCH, RAD, SAV, PLG, SDE et CYN ;
- Organisation d'un exercice ORSEC « NOMBREUSES VICTIMES » sur le thème d'une explosion sur un bateau restaurant, à Eaucourt sur Somme ;
- Participation à un groupe de travail relatif à la rédaction du PPI de site de l'EIN Amiens Nord ;
- Participation en qualité d'observateur à un exercice de mise en œuvre du PCS de la ville d'Amiens ;
- Etude et proposition sur les conditions de participation aux frais relatifs aux interventions n'entrant pas dans le champ de compétence du SDIS ;
- Suivi du traitement administratif :
- 367 attestations (319 pour les assurances et 48 pour les contraventions) ;
- 37 réquisitions des forces de l'ordre pour un montant total de 6 939,80 € ;
- 305 interventions sur réseau routier concédé pour un montant de 201 260,87 € ;
- 3303 carences d'ambulanciers privés pour un montant de 373 239 € ;
- Suite à la mise en application de la délibération relative aux interventions payantes, 80 titres de recettes envoyés pour un montant total de 18 920,31 €.

Activité opérationnelle 2013

108 421	Appels décrochés soit en moyenne 297 appels par jour
36 057	Interventions
11 615	Régulations gérées
97	Activations du CODIS
7	Activations de la salle débordement

Les 36 057 interventions se décomposent ainsi :

Incendies	3 473 (soit 10 %)
Accidents de circulation	2 401 (soit 7 %)
Secours à personnes	27 200 (soit 75 %)
Opérations diverses et Risques technologiques	2 934 (soit 8 %)

CTA/CODIS 80

- Mise en place de formations de maintien des acquis sur le système d'alerte pour les référents ARTEMIS des CIS ;
- Participation aux différents groupes de travail mis en place dans le cadre de la mise à jour du S.D.A.C.R. ;
- Renforcement du rôle du CTA-CODIS et implication constante dans la gestion quotidienne des interventions, ainsi que dans les différents exercices départementaux et RETEX ;
- Co-animation des formations PC et CODIS ;
- Poursuite de la démarche d'amélioration continue sur le système d'alerte, avec la mise en place de nouveaux paramétrages et des propositions d'évolution au fournisseur ;
- Animation et production des plans de défense communaux et autoroutiers (500 listes communales et 150 listes autoroutières) ;
- Entretien de relations régulières opérationnelles avec nos services partenaires (SAMU, Police Nationale, Gendarmerie ...) ;
- Travaux de requêtage multiples par le biais de Business Object : Statistiques relatives à l'analyse du SDACR, à l'ouverture du CSP Amiens-Poulainville et à la prospection foncière dans le cadre de la défense amiénoise ;
- Visite du COGIC, du CO BSPP et du COIZ Nord par les cadres en charges de la gestion de l'alerte au sein du CTA-CODIS.



Bureau Gestion Opérationnelle

- Mise à jour du mémento opérationnel ;
- Gestion du parc départemental de clés d'accès autoroutier ;
- Réalisation d'un guide pratique de balisage sur réseau routier et autoroutier ;
- Mise à jour de la convention SANEF-SDIS, en ce qui concerne les forfaits pour passage d'engins lors d'interventions sur le réseau ;
- Participation aux différents groupes de travail mis en place dans le cadre de la mise à jour du S.D.A.C.R. ;

- Mise en œuvre du matériel GOC à destination de la chaîne de commandement ;
- Ebauche de la future doctrine RETEX ;
- Animation des formations de maintien des acquis des officiers RENS et MOYEN ;
- Elaboration du planning départemental de la chaîne de commandement de niveau « groupe »

Service Prévision

Bureau des Risques Industriels

Le Bureau Risque Industriel intervient auprès des services de l'Etat et des industriels pour les accompagner dans leurs projets et problématiques. Il se veut le relais des informations utiles à la bonne gestion de toutes interventions dans cet environnement spécifique. Sa position entre les domaines de la prévention industrielle et de la prévision opérationnelle, a amené le BRI à assurer en 2013 :

Un traitement administratif de dossiers répartis comme suit :

- 17 demandes d'avis sur des demandes d'autorisation d'exploiter des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE agricoles et industries),
- 62 demandes d'avis sur des Permis de Construire,
- 30 demandes d'avis sur des dérogations aux règles de distance concernant des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement agricoles.

Un accompagnement d'industriels :

- au travers de plus de 60 visites sur sites industriels (à la demande de l'industriel ou des services de la DREAL / DDTM) pour des problématiques diverses et variées (DECI, accessibilité, isolement, ...),
- sur l'application de certaines évolutions réglementaires (stratégie de lutte contre les feux de liquides inflammables pour certaines installations à hauts risques [étude technique du SDIS + information des industriels], dimensionnement des besoins de confinement des eaux d'extinction, ...),
- une représentation du DDSIS au sein du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques (1 séance/mois) et des Comités de Suivi de Sites.
- une participation aux travaux de révision du Schéma Départemental d'Analyse et de Couverture des Risques (SDACR), et notamment du volet « risques particuliers ».
- une participation aux travaux d'élaboration du Plan de Prévention des Risques Technologiques de Mesnil-Saint-Nicaise / Nesle.
- une participation aux travaux d'élaboration de la disposition spécifique ORSEC « PPI de site de l'Espace Industriel Nord d'Amiens » avec :
 - la préparation et l'animation de l'exercice interservices de Sécurité Civile visant à tester la pertinence du Plan Particulier d'Intervention de site,
 - la rédaction de la réponse propre du SDIS dans le cadre de l'activation de ce PPI au travers d'un plan Etablissement Répertoire spécifique.
- un accompagnement de grands projets industriels (NORIAP, UNITHER, ID LOGISTICS, CBEM,...)

Bureau Planification

En charge de la gestion des manifestations « grand public » et de la planification opérationnelle au sens large depuis la prise en compte des problématiques du SDIS dans le cadre des projets d'aménagement jusqu'à la formalisation de stratégies d'intervention à priori propres à certains risques, le bureau planification a vu son activité augmenter légèrement en 2013 et a assuré :

Un traitement administratif de dossiers répartis comme suit :

- 11 demandes d'avis concernant l'élaboration de Plans Locaux d'Urbanisme.
- 58 demandes d'avis concernant des manifestations dont :
 - 52 manifestations courantes,
 - 6 manifestations particulières,
- 5 demandes d'avis concernant l'homologation d'enceintes sportives (circuits de sports mécaniques) dans le cadre de la formation « événements sportifs » du Conseil Départemental de Sécurité Routière avec visites sur site.
- la réalisation de 61 fiches « information manifestation » à destination des centres de secours, de 5 ordres de service et de 3 conventions financières.
- l'animation (débutée en 2012) des travaux de mise à jour de la doctrine EtaRe validée en mai 2013.
- la production de 4 plans EtaRe.
- une représentation du DDSIS au sein du Conseil Départemental de Sécurité Routière.
- le suivi et l'administration de la base de capitalisation de l'information du CTA-CODIS et des Postes de Commandement de colonne.
- une participation aux travaux de révision du Schéma Départemental d'Analyse et de Couverture des Risques (SDACR), et notamment du volet « risques particuliers ».

une participation aux travaux d'élaboration de la disposition spécifique ORSEC « submersions marines » avec la préparation et l'animation de l'exercice interservices de Sécurité Civile visant à tester la pertinence du plan submersions marine.

Bureau défense extérieure contre l'incendie

En charge de l'administration de la base de données des points d'eau incendie et des études de couverture incendie sur le territoire départemental, le bureau défense extérieure contre l'incendie a assuré en 2013 :

- un traitement administratif de dossiers
 - 63 demandes d'avis en matière d'urbanisme hors PLU
- des études de couverture incendie dont :
 - 14 études DECI sur un lieu spécifique,
 - 3 études DECI sur une commune.
- un suivi de la disponibilité des hydrants au quotidien.
- un suivi de la campagne annuelle de reconnaissances opérationnelles des points d'eau incendie du département traitement administratif de l'ensemble des tournées (taux de réalisation : 100 %) avec envoi des rapports aux 854 communes suivies par le SDIS 80).
- le développement technique de l'application transitoire GEODE-CI.
- le lancement d'un marché en vue d'acquies un nouveau logiciel de gestion des points d'eau incendie directement ineffaçable avec le SIG.

Bureau système d'information géographique

Chargé de la représentation, de l'analyse et de la restitution des informations à caractère géographique aux fins de la conduite des opérations de pilotage du SDIS et de mise à disposition d'outils d'aide à la décision en opération, le Bureau Système d'Information Géographique a assuré en 2013 :

- un traitement des demandes de cartes thématiques pour :
 - l'illustration du Schéma Départemental d'Analyse et de Couverture des Risques révisé en 2013, soit plus de 120 cartes réalisées,
 - l'application atlas du Groupement Stratégie,
 - l'illustration des différents événements du SDIS (CROSS, plan NOVI, congrès départemental ...) soit plus de 30 cartes réalisées.
- des études statistiques et graphiques (soit plus de 120 cartes réalisées) sur :
 - la défense Amiénoise,
 - le nombre d'interventions par tronçon, voies, ...
 - la couverture opérationnelle du département et,
 - l'implantation et l'intégration de CIS.
- la réalisation de 7 atlas parcellaires représentant 157 communes, de mini atlas pour le CPI nouvellement intégré au Corps Départemental.
- l'évolution et la maintenance technique du SIG (et des modules additionnels), de la configuration client serveur et de la base de données SDL Server ainsi que l'enrichissement des bases au travers de l'intégration de milliers de données nouvelles.
- l'intégration et l'exploitation de 82 000 données géoréférencées du SIG prévisionnel dans l'outil « listes de défense » pour les travaux de révision du Règlement Opérationnel.
- l'intégration et le transfert de milliers de données du SIG prévisionnel vers le SIG opérationnel GéoArtémis.
- une participation aux travaux de définition des besoins dans le cadre du marché « logiciel hydrants » et la récupération, l'intégration et le traitement de plus de 10 000 points d'eau.
- le lancement des travaux d'étude et de définition des besoins dans le cadre du projet « Portail Web SIG » ; projet « phare » du service Prévision en 2014.



Service Prévention

	2012	2013
Visites ERP	864	801
Visites de réception ERP	125	105
Études ERP	969	977
Études habitations	116	76
Études Industries (hors BRI)	198	164

POINTS MARQUANTS

Au 1er Janvier 2013, 417 ERP étaient sous avis défavorable au maintien de l'accueil du public.

L'effort entrepris par les Commissions de sécurité d'Arrondissements, dans le cadre des réunions de suivi des avis défavorables a permis de faire passer ce nombre à 275 avis défavorable au 31 Décembre 2013 (pour 1936 ERP soumis à une visite périodique).

Participation aux travaux de mise à jour du SDACR



Service Médical - Service Infirmier

Manifestations

- Cross départemental en janvier – soutien sanitaire.
- Challenge qualité demie finale et finale départementale en mars - avril – soutien sanitaire.
- Transbaie en juin - Médicalisation.
- Plan rouge en mai.
- Samaritaine en juin - soutien sanitaire.
- Cérémonies du 97ème anniversaire de la Bataille de la Somme - soutien sanitaire.

Aptitude

- 829 visites médicales pour les SPP et 2 051 visites médicales pour les SPV soit 2 880 visites effectuées en 2013.

Formation

- Conférences de consensus et recommandations formalisées d'experts en médecine d'urgence en janvier et juin.
- Formation Initiale des nouveaux ISP en avril.
- Formation Maintien des Acquis des ISP aux « Protocoles » en juin.
- FMA « Prélèvements d'organes » en novembre.
- Formation à l'accouchement pour les sapeurs-pompiers.

Opération

- Gardes infirmier sur la côte picarde au CS Rue les week-ends de juillet et août (96 interventions).
- 36 gardes médicalisées sur DRAGON 62 au Touquet chaque 3ème week-end du mois.
- 77 interventions Soutien Sanitaire par les infirmiers.
- 700 interventions para médicalisées par les infirmiers volontaires.
- 185 interventions médicalisées par les médecins volontaires.
- surveillance paramédicale des parcours ARI.

Matériel

- Maintenance 96 DSA
- 26 multiparamétriques de type Propacq - 5 multiparamétriques de type LP12
- Equipement progressif des CSP, CS 13, CS7 d'un sac de l'avant et d'un DSA supplémentaires pour répondre au prompt secours (26 centres équipés. Il reste encore 10 centres à équiper en 2014).

Services Pharmacie à usage intérieur

L'activité de la PUI suit bien évidemment l'activité opérationnelle du secours à personne et est donc en constante progression.

Éléments particuliers de l'année 2013

L'équipe s'est renforcée avec l'arrivée d'un agent biomédical. Cela nous a permis d'initier la saisie de nos appareils biomédicaux sur notre logiciel et de débiter la tenue du registre réglementaire des dispositifs médicaux de classe IIb.

De plus, l'ensemble du parc des aspirateurs de mucosités électriques a été modifié suite à un arrêt de commercialisation de certains consommables.

Les achats

Un appel d'offre regroupant 34 lots de consommables équipant essentiellement les VSAV a été relancé en 2013.

Autres

- Participation au groupe de travail SDACR
- Organisation d'une réunion zonale des PSP en partenariat avec ALSanté sur le thème des gaz médicaux utilisés au sein des Sdis.
- Mise en place de nouvelles dotations par la création du CSP Amiens Poulainville et du CS Bocage Hallue
- Révision des Postes Médicaux Avancés.
- Participation à la Transbaie
- Mobilisation lors de l'épisode neigeux

Quelques chiffres

- Plus de 21 000 lignes de commandes (Centres de Secours, Médecins et Infirmiers SP)
- 319 commandes fournisseurs.
- 1 066 caisses de déchets d'activités de soins à risque infectieux (DASRI) ont été générées et éliminées par la filière dédiée.
- 1 860 charges d'oxygène remplacées sur l'année.
- 61 alertes de pharmacovigilance.
- 460 heures pour les pharmaciens SPV et 855 heures pour les SPV logisticiens à la PUI

POINTS MARQUANTS

Cette année 2 Officiers Sapeurs-Pompiers Volontaires ont rejoint le Groupement Mission et plus particulièrement de Service Développement du Volontariat. Il s'agit du Commandant Leroy et du Capitaine Guillot

Service développement du volontariat

Tableau des conventions signées en 2013

Pour la formation et l'opérationnel, le service du développement du volontariat continue à développer des conventions tout en acquérant une expérience de terrain non négligeable.

La présence du SDIS à la Journée Défense Citoyen donne un taux de satisfaction des participants à 80 % sur les deux sites d'Abbeville et d'Amiens.

Convention	Employeur PRIVE	Employeur PUBLIC
FORMATION		
Sans subrogation	11	4
Avec subrogation	6	9
TOTAL	17	13
OPERATIONNELLE		
Sans subrogation	0	3
Avec subrogation	0	1
TOTAL	0	4

Service hygiène et sécurité

Les actions courantes

- Participation aux réunions mensuelles d'accidents du travail.
- Préparation et participation aux réunions du CHS.
- Veille quotidienne des BRQ provenant du CODIS 80 afin de connaître la survenance éventuelle d'un accident ou incident opérationnel.

Les dossiers ouverts en 2012 et conclus en 2013

- Mise en place des conseillers et des assistants de prévention au sein du département :

Cette tâche initiée en 2009 s'est traduite par la conception puis la validation en Comité Hygiène et Sécurité de l'ensemble de la méthode visant à mettre en place les conseillers et les assistants prévention sur le département.

Le décret 2012-170 du 3 février 2012 relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail et sa circulaire d'application du 12 octobre 2012 apporte un certain nombre de modifications à la proposition d'organisation.

En effet, il apparaît nécessaire de nommer et former 6 assistants et requalifier les 55 agents identifiés dans chaque centre en interlocuteurs Hygiène et Sécurité.

Cette mesure est directement issue de la circulaire d'application qui précise le volume des formations pour les formations initiales et continues des assistants et des conseillers.

- Formation Prévention des Risques liés aux Activités Physiques destinée aux PATS :

Une formation s'est tenue en 2013 et a permis de former 9 PATS qui ont pu profiter de cet apprentissage pour adapter leur poste de travail afin de travailler dans de meilleures conditions.

- Registre Hygiène Sécurité et Santé :

Après une validation fin 2012 en Comité d'hygiène et de Sécurité, ce document a été mis en œuvre dans chaque centre de secours et chaque groupement fonctionnel au premier semestre 2013.

- Violences Urbaines :

2013 a été l'occasion de repreciser une note de service de 2000 concernant la prise en charge psychologique des agents à l'issu d'interventions difficiles.

Evolution de la grille de départ des secours

En prévision de l'ouverture du CSP Amiens-Poulainville et des travaux de réfection du CSP Amiens Ferry, une nouvelle grille de départ appelée « Amiens provisoire » a été élaborée.

Les dossiers ouverts en 2013 et se poursuivant en 2014

- Préparation à la réalisation du Document Unique :
Construction et présentation du dossier de financement par le fond national de prévention qui nous octroie une subvention de 48 000 € pour mener l'étude de risque sur le département.
La tâche durera 18 semaines et correspond à un volume équivalent à 303 jours de travail.

- Campagne de sécurité routière :
Initié en février 2013 suite à la survenue de plusieurs accidents de la route aux conséquences physiques importantes, il est décidé de communiquer sur la sécurité routière des sapeurs-pompiers à l'occasion de leurs déplacements.
Une première proposition a été présentée en 2013 et la proposition finale a été validée en janvier 2014.
Ces 3 affiches seront distribuées dans chaque centre au cours de l'année 2014.

- Réduction des accidents du travail liés aux activités physiques et sportives :

L'objectif est de faire prendre conscience que l'activité sportive doit permettre le maintien des capacités physiques des agents pour réaliser correctement leurs interventions sans générer de traumatisme affectant leur potentiel de fin de carrière.

- Formation à la Prévention des Risques liés aux Activités Physiques :

L'objectif de cette formation vise à adapter les situations de travail à la personne en éliminant ou en réduisant les risques, en préservant la santé, en assurant le confort et en améliorant l'efficacité.

3 formations ont eu lieu en 2013 et on permet de former 31 agents, les travaux se poursuivront en 2014.

- Enquête accidents :

6 enquêtes ont été menées en 2013.

**PARTIR
C'EST BIEN,
BIEN ARRIVER
C'EST MIEUX**

**Aurélien, 27 ans
Bippé à 9h00
Accidenté à 9h05.**

**ACCIDENT DE TRAJETS...
POUR SAUVER DES VIES,
PRÉSERVEZ LA VÔTRE !**

Groupement Territorial Ouest

Visites d'inspection des Centres de Secours

L'année 2013 a été marquée par l'amélioration continue de la gestion administrative et opérationnelle au sein de l'ensemble des Centres de Secours du groupement Ouest. En effet, les chefs de compagnie et leur chef de groupement ont dispensé à tous l'encadrement des centres :

- une formation aux derniers outils mis en place au sein du SDIS 80 tel que CR+, facilitant la gestion et le suivi des tâches au sein des centres de secours, les statistiques ARTEMIS WEB, apportant une vision plus précise des statistiques opérationnelles,
- un rappel continu sur l'utilisation des outils techniques déjà déployés (ARTEMIS, nouveau système d'alerte déployé depuis juin 2011 ; ATLAS, base de données unique ; FORM80, suivi des formations).

Les visites d'inspection des 21 centres du groupement ont permis de confirmer cette amélioration. En effet, l'utilisation de DIS-POTEL facilite la disponibilité des SPV et permet d'améliorer la garde opérationnelle permanente (GOP), tandis que celle de CR+, ATLAS et FORM80 a perfectionné le suivi administratif.

Dans quelques centres subsistent encore quelques difficultés soit d'ordre opérationnel du fait du nombre limité de SPV, soit d'ordre administratif par un défaut d'encadrement. De ce fait, 1 centre a été mis sous tutelle cette année, ce qui porte à 3 le nombre de CS sous tutelle fin 2013.

Visites d'inspection des Centres de Première Intervention

Les visites d'inspection des 23 CPI du Groupement Ouest ont permis d'attester la conformité de 6 CPI dont 2 intégrables prochainement dans le cadre du SDACR, et l'opérationnalité de 13 CPI dans lesquels des efforts d'infrastructures doivent se poursuivre ou débiter obligatoirement dans un avenir très proche.

4 CPI ont été déclarés non-conformes et non opérationnels faute de moyens humains ou de formations essentielles à l'activité des sapeurs-pompiers. Parmi ces 4 CPI, 3 ont décidé d'arrêter leurs activités par manque d'effectif. De plus, 1 CPI a été dissous en février 2013.

Création de compagnies

Les créations des compagnies du Vimeu en janvier 2013, et du Leclerc en avril 2013, en plus de celle du Ponthieu en place depuis 2011, permettent un maillage complet du groupement territorial Ouest et apportent un lien supplémentaire indéniable entre les centres et la direction dans ce groupement particulièrement dense.

Le climat global au sein des CS est bon, voire très bon. L'investissement des Chefs de Centre, notamment volontaires est toujours remarquable.

D'un point de vue infrastructure, le CS Ault a été inauguré en juin 2013. Les projets à moyen terme de construction de Saint Valéry sur Somme et de Gamaches vont permettre de finaliser l'amélioration des casernements du groupement, voire de Fort-Mahon sous réserve de disposer d'un terrain.



Groupement Territorial Centre

L'année 2013 pour le groupement centre a été une année d'évolution matérielle, humaine et opérationnelle importante.

Les Centres

Tout d'abord avec le lancement de la phase transitoire de la défense amiénoise concrétisé par l'ouverture du CSP Amiens-Poulainville, opérationnel au 3 juin avec un système de rotation des personnels du CSP Amiens-Poulainville sur l'unité Ferry par plage d'un mois. Cette ouverture a été précédée de long mois de travail tant sur le plan technique, qu'organisationnel nécessitant une coordination des services fonctionnels et opérationnels et une anticipation des futurs besoins. La répartition des secteurs de 1er appel amiénois a été revue en fonction de cette nouvelle unité et a nécessité pendant les premiers mois un suivi régulier et quelques ajustements.

L'unité Ferry, elle a été en grande partie déménagée ne laissant sur place dans une nouvelle remise que les moyens nécessaires à une couverture opérationnelle de premier appel.

Sur le plan des unités, le deuxième grand changement c'est l'ouverture en fin d'année du CS Bocage-Hallue. Né du regroupement des CS 4 Flesselles et Villers Bocage, il est mitoyen de l'EDIS et armé comme CS7 assurant ainsi renforcement des moyens incendie et secours à personnes sur l'axe Amiens Doullens.

Enfin le terrain du futur Centre de Secours de Conty a été transféré de la commune au SDIS.

Les Hommes

Sur le plan humain, les effectifs de Sapeurs-Pompiers Volontaires ont amorcés une légère hausse qui s'est particulièrement confirmée en fin d'année avec les premiers effets de la campagne en faveur du volontariat.

Le suivi des formations de maintien des acquis s'est nettement amélioré, même si un important travail reste à faire sur ce point. Il est à noter qu'une journée de rattrapage à destination des unités de tout le groupement a été organisée en fin d'année et a permis à une quinzaine de SPV de rattraper le retard accumulé les mois précédents.

Les efforts d'accompagnement et de préparation des futurs stagiaires auprès de l'EDIS, ont été accrus et portent leur fruit.

Au niveau du commandement des unités un nouveau Chef de Centre a été nommé à la tête du Centre de Flixecourt et en fin d'année on déplore le décès subit du Chef de Centre de Secours de Doullens.

Enfin le Groupement Centre a remporté le trophée par équipe du cross départemental et celui du challenge de la qualité concrétisant le travail important fait au sein des unités et sous l'égide du groupement formation pour le maintien des acquis physiques et sportifs.

Groupement Territorial Est

Episode neigeux de Mars 2013

Les 12 et 13 mars dernier l'épisode neigeux a paralysé une grande partie de l'Est du département de la Somme.

Un accouchement a eu lieu dans des circonstances particulières : dans un VSAV remorqué par un tracteur. Un autre a eu lieu à domicile effectué par les Sapeurs-Pompiers d'Epehy accompagné par l'ISP de Roisel. Les enfants se portent bien.

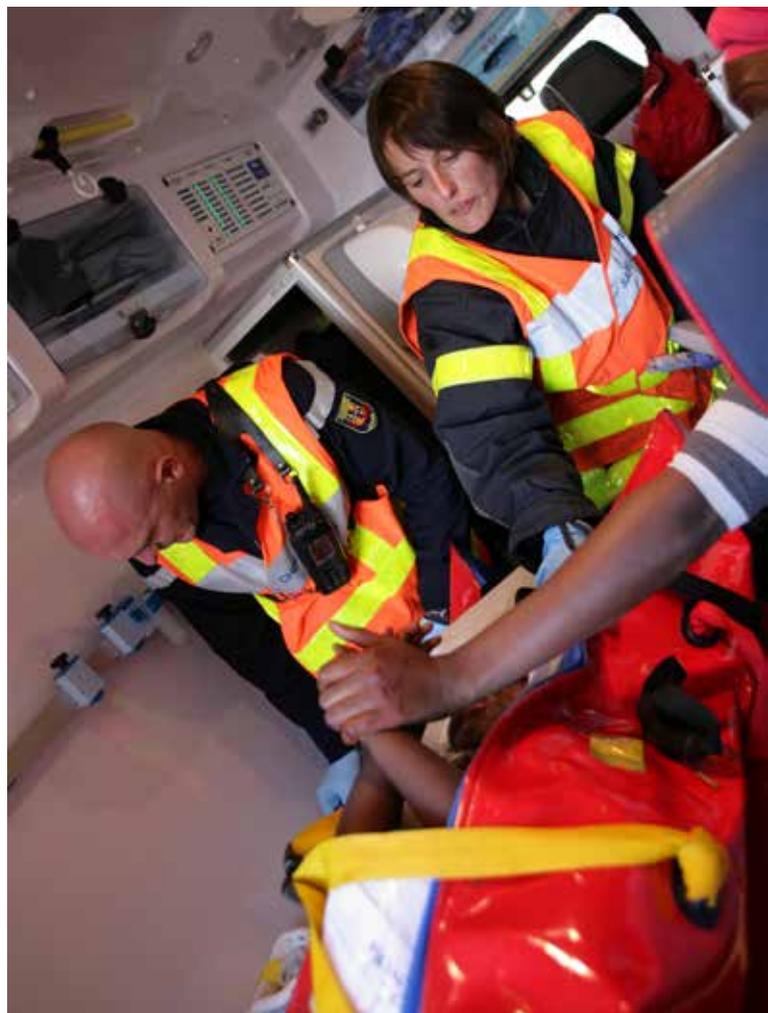
Sur l'autoroute A1, 3 000 poids-lourd, 500 voitures et plusieurs bus ont été pris au piège par des congères atteignant parfois plus de 5m. 3 500 naufragés ont été recensés dont 2 000 personnes ayant trouvé refuge sur l'aire d'Assevillers.

Cela a nécessité la présence de : 5 Hélicoptères, 11 CCF - CCR, 3 VLHR avec au total 62 SP 4 Off et 2 SSSM, participation de la Croix Rouge sans oublier la participation très active des agriculteurs avec la mise à disposition de leur tracteur.

Qualification des JSP d'Albert dans le cadre du concours de manœuvres CTIF

- 1^{er} au concours national
- 22^{ème} au concours international (10^{ème} place au 400m) qui s'est déroulé à Mulhouse du 14 au 21 juillet

Il est à noter qu'un nouveau Chef de Centre a été nommé Chef du Centre de Secours de Montdidier.



Service communication

Site Internet

Le site internet www.sdis80.fr a totalisé 73 974 visites pour l'année 2013, soit une augmentation de 28 %. La rubrique la plus visitée est la photothèque avec 16 436 visites.

85 actualités ont été publiées, concernant des interventions, des cérémonies, des événements sportifs, mais aussi la campagne de promotion du Volontariat.

La page Facebook SDIS 80, créée en septembre, recense 1258 mentions « J'aime ». Les 34 publications ont touché en moyenne 1490 personnes. La page Facebook permet un contact direct et rapide avec le public et le personnel du SDIS.

La Cellule Photo

Au 31 décembre, la cellule photo comptait 16 photographes assurant la couverture sur tout le département.

En 2013, les cérémonies, les événements sportifs et les exercices ont été couverts par des reportages photos et les photographes ont été déclenchés sur 183 interventions.

La base de données photos et vidéos a permis la réalisation de films promotionnels et l'illustration de documents de service.

Elle est à la disposition des services pour tout usage (RetEx, illustration, documentations...).

Campagne de Promotion du Volontariat

Le 2 septembre 2013, une campagne de grande envergure a été lancée afin de promouvoir le volontariat dans notre département. Une multitude de supports ont donc été utilisés, notamment : la télévision, la radio, l'affichage grand format, le marquage de 36 VSAV, etc...

Cette campagne a pour but de fidéliser les Sapeurs-Pompiers Volontaires déjà engagés, et de renforcer les effectifs dans les Centres les plus touchés par le manque de SPV.

Des outils de communication ont été créés et sont à disposition des Centres de Secours pour assurer des stands lors de forums ou d'interventions dans des lieux publics.

La page volontariat du site Internet a enregistré une augmentation notable des chiffres du 1er semestre par rapport au 2nd semestre. Ce taux de fréquentation est un des indicateurs des retombées de cette campagne qui s'est poursuivie en 2014.

Cérémonies et Manifestations

Outre les manifestations récurrentes, telle la Journée Nationale des Sapeurs-Pompiers, l'année 2013 a été marquée par de nombreuses cérémonies ; ainsi 5 constructions ont été inaugurés : le CSP Amiens-Poulainville le CS Ault, l'Atelier Départemental, le CS Bocage-Hallue et l'Ecole Départementale d'Incendie et de Secours.

Service projets évaluation

La mise en place d'indicateurs de gestion et d'activité

Le Service Projets-Evaluation pérennise les démarches de gestion de l'information avec les différents services du SDIS par la mise en œuvre d'indicateurs et de tableaux de bord.

Réalisation d'études conjoncturelles

Le Service Projet-Evaluation, avec sa mission Etude et Prospective, a réalisé onze études en 2013. Ces études ont pour thématiques l'analyse de coûts ou encore l'étude de sujets conjoncturels pouvant impacter l'action du SDIS.

Politique de Développement Durable

En 2013, les actions de développement durable ont été poursuivies. Ainsi un bilan simplifié d'émissions de gaz à effet de serre du SDIS 80 a été réalisé en partenariat avec le Conseil Général par le biais du Club Climat 80. Les trois domaines étudiés (bâtiments, matériels roulants ainsi que les trajets domicile/ travail) ont révélé l'émission de 2 099.4 Tec CO², correspondant à une dépense d'énergie de 9 501.1 MWh. Ces résultats montrent l'investissement du SDIS 80 dans le respect du développement durable.

Bureau secrétariat de direction

Le Bureau du Secrétariat de Direction assure la gestion des assemblées (CASDIS, Bureau du CASDIS, CATSIS et CTP).

En 2013, ont eu lieu au sein du SDIS : 5 Conseils d'Administration, 10 Bureaux du CASDIS, 4 CATSIS et 3 Comités Techniques Paritaires.

Il gère également les réunions présidées par le Directeur à savoir pour l'année 2013 :

- 14 « Comités de Direction »
- 3 « Conseils de Direction »
- 7 « Réunions d'Encadrement Opérationnel »

Il travaille en étroite collaboration avec la Chef du Groupement Stratégie sur différents dossiers.

Il assure également la synthétisation des informations pour l'Equipe de Direction et se positionne comme interface entre l'Equipe de Direction et les Groupements de la structure et des services extérieurs.



PROJETS DU SDIS POUR 2014

- Inauguration et passation de commandement au CS Roye
- Intégration des CPI Picquigny et Quesnoy le Montant
- Lancement du projet de Centre de Secours Corbie-Fouillooy
- Mise en place de la réforme du temps de travail et poursuite de la réforme de la formation
- Relance de la campagne du volontariat



Rapport d'Activité 2013

Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Somme